

Démission du Premier Ministre



Dans un discours prononcé devant le congrès

du parti socialiste (MSZP) le 21 mars dernier, Ferenc Gyurcsány a proposé à son parti de déposer une motion de censure contre lui et son gouvernement, minoritaire depuis plus d'un an au Parlement. Le choix d'un candidat qui pourrait lui succéder s'est avéré très difficile, les partis politiques n'étant pas parvenus à un consensus, pourtant nécessaire et urgent étant donnée la situation économique actuelle du pays.

Les délégués MSZP ont eu beau reconduire Ferenc Gyurcsány à son poste de chef du parti socialiste lors de leur dernier congrès, il a annoncé qu'il souhaitait quitter ses fonctions de Premier Ministre, poste qu'il occupe depuis 2004 suite à la démission de son prédécesseur Péter Medgyessy et qu'il a conservé suite aux élections législatives de 2006. Selon les sondages, il était devenu ces derniers temps le Premier Ministre le plus impopulaire depuis le changement de régime. En 2008, après la rupture de la coalition que son parti formait avec le parti libéral (SZDSZ), le champ d'action de son gouvernement était devenu très limité et s'il est parvenu à faire voter le budget et certaines lois, ce n'est que grâce à des compromis éphémères conclus avec les libéraux ou les députés MDF. Outre le mécontentement de la population vis-à-vis de son gouvernement et le refus de l'opposition à coopérer avec son cabinet, c'est l'échec de son plan de sortie de crise qui a contribué à sa décision.

Au moment de sa démission, le 21 mars dernier, Ferenc Gyurcsány envisageait le scénario suivant: puisque la Constitution hongroise ne connaît que la motion de censure constructive, c'est-à-dire qu'avant d'initier le vote, les députés doivent

désigner leur candidat pour le poste du Premier Ministre, il a demandé aux membres de son parti de commencer des négociations avec le SzDSz pour trouver un candidat que les deux partis accepteraient. Deux semaines plus tard, lors du prochain congrès des socialistes, les députés devraient officiellement désigner ce candidat et initier la motion de censure au Parlement.

Pour autant, trouver une personne qu'au moins les deux partis de l'ex-coalition soutiendraient, a été très difficile. Le Fidesz, principal parti de l'opposition, a refusé toute négociation et a continué à réclamer des élections anticipées. Le président de la République, László Sólyom a lui aussi plaidé pour un nouveau scrutin, en soulignant que la façon dont Ferenc Gyurcsány a quitté son poste, était «constitutionnellement correcte» mais que l'intérêt du pays exigeait plutôt des élections anticipées. (Cette prise de position du président qui, selon la Constitution, doit être neutre envers les partis politiques, a d'ailleurs été vivement critiquée à gauche.)

Après cinq jours de négociations, les socialistes et les libéraux sont arrivés à un accord en désignant György Surányi, ancien président de la Banque nationale hongroise, qui dirige aujourd'hui la banque CIB. Pourtant ce dernier a finalement refusé sa nomination: il n'aurait accepté qu'à la condition que le Fidesz la soutienne aussi, ce qui n'était pas le cas. Cependant le chaos politique qu'a produit ce manque de compromis entre les partis a commencé à échauffer les esprits, tant parmi les hommes politiques qu'au sein de la population. Selon le sondage de l'agence Szonda Ipsos, 52% des personnes interrogées souhaiteraient désormais des élections anticipées pour pouvoir sortir de cette impasse politique. Le compromis du MSzP et SzDSz, dimanche dernier, sur la désignation de Gordon Bajnai, jusqu'ici ministre de l'Économie et du Développement national, est donc tombé à point nommé avant que le parti libéral ne soutienne, lui aussi, l'initiative du Fidesz sur la dissolution du Parlement.

Anna Bajusz

•
Catégorie
Agenda Culturel